**U**nion d n**U**nion des **S**yndicats de **P**harmaciens d’**O**fficine.

 43, rue de Provence – 75009 Paris – Tél. : 01.46.47.20.80 – Fax : 01.71.18.34.10

 Email : uspo@uspo.fr - Web : www.uspo.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE *Paris, le 25 octobre 2013*

**DISPENSATION À L’UNITÉ ET TAXE SUR LES VENTES DIRECTES :**

**L’USPO S’ÉLÈVE CONTRE CES DEUX MESURES**

Vendredi 25 octobre 2013, les députés ont adopté l’article 37 sur l’expérimentation de dispensation à l’unité pour les antibiotiques.

L’USPO réitère son opposition à la dispensation à l’unité et à cette expérimentation décidée sans aucune concertation préalable avec les professionnels de santé.

La dispensation à l’unité ne résoudra ni le problème de gaspillage de médicaments, ni celui de l’antibiorésistance. Un travail en commun entre les médecins, les pharmaciens, les laboratoires et les autorités de santé sera plus efficace pour que les conditionnements soient adaptés à la durée de prescription utile pour chaque antibiotique. Le respect par les patients de cette durée de traitement pour éviter des rechutes et développer des multirésistances, devrait également être un sujet de travail pour le ministère avec les professionnels.

Cette mesure va conduire les officinaux à consacrer un temps précieux au comptage des comprimés au détriment du conseil dispensé en officine et de l’accompagnement des patients chroniques et des personnes âgées. L’USPO estime qu’il s’agit d’un véritable gâchis de l’utilisation des ressources de professionnels de santé sur les territoires.

L’USPO relève également que le gouvernement n’a prévu aucun financement pour cette expérimentation et, par conséquent, aucune compensation du temps passé à cette dispensation à l’unité.

L’USPO s’élève également contre l’article 12 bis, issu d’un amendement déposé en catimini.

Cet article prévoit une taxe de 20 % sur le chiffre d’affaires hors taxes des laboratoires pharmaceutiques correspondant au montant de la marge rétrocédé aux pharmacies lors de la vente directe de médicaments aux officines.

Ce montant très dissuasif va conduire des laboratoires français notamment ceux qui commercialisent du paracétamol, à ne plus réaliser de ventes directes auprès des officines.

Dans certains secteurs, les pharmaciens n’ont plus le choix entre les grossistes-répartiteurs, ces derniers ne sont pas toujours en situation de concurrence et imposent des conditions d’achats et de frais de livraisons injustifiés.

L’USPO souligne que la vente directe permet aussi aux pharmacies de faire face aux ruptures d’approvisionnement et cette mesure, prise aussi sans concertation, risque de mettre en difficulté non seulement les officines, mais également l’approvisionnement des patients.

Gilles Bonnefond

Président